



## MEMORANDUM 2024 DE L'UNION DES VILLES ET COMMUNES DE WALLONIE POUR LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE

L'Union des Villes et Communes de Wallonie a initié, en 2023, à la faveur de l'élargissement des compétences de la Communauté germanophone suite au transfert de compétences de la Wallonie vers la Communauté, un travail spécifique de représentation des villes et communes de la Communauté germanophone auprès des organes de celle-ci, et singulièrement avec le Gouvernement germanophone, à la faveur d'une nouvelle collaboration structurée.

Le mémorandum à l'attention de la Communauté germanophone reprend ici les demandes des villes et communes germanophones auprès de son futur Gouvernement. Et c'est sous les auspices d'une collaboration refondée et d'un respect mutuel que les autorités locales souhaitent voir leur futur Gouvernement s'engager ! Il s'agit là d'un principe cardinal fondateur souhaité pour toutes les compétences transférées à la Communauté germanophone !

Les revendications des villes et communes relatives aux matières fédérales ou régionales sont quant à elles reprises dans nos autres memoranda.

### SYNTHESE

A l'approche des élections qui vont marquer l'année 2024, et en prévision de la négociation des accords de gouvernements qui en découleront, l'Union des Villes et Communes de Wallonie souhaite mettre en avant une série d'éléments et revendications structurant les exigences formulées à l'attention des futurs pouvoirs exécutifs et législatifs.

Au cœur des réflexions et revendications développées plus avant dans le cadre de nos différents memoranda, nous souhaitons ainsi mettre plus particulièrement en avant notre volonté de **renforcer le principe de subsidiarité et de l'autonomie locale**, garantie par la Constitution.

Cela se traduit principalement dans (1) une **gouvernance de la concertation** des politiques et réformes avec les pouvoirs locaux, dont la dignité égale celle des autres niveaux de pouvoir, dans (2) le **renforcement de la gouvernance des pouvoirs locaux** eux-mêmes et dans (3) la **garantie des moyens et ressources** nécessaires à l'exercice de leurs missions et responsabilités.

1. **La gouvernance de la concertation entre niveaux de pouvoir d'égalité dignités** implique la généralisation des mécanismes de fonction consultative à l'ensemble des niveaux de pouvoir dans la définition des réformes et politiques impliquant les pouvoirs locaux, impactant leur organisation ou leurs ressources et dépenses, via des mécanismes de consultation effectifs et des dynamiques de co-constructions menées en amont des projets, par l'entremise de leur association représentation. La Communauté germanophone, communauté dont les compétences s'amplifient, doit poursuivre la structuration de sa fonction consultative et renforcer la dynamique d'écoute et de concertation avec les pouvoirs locaux par l'intermédiaire de l'Union des Villes et Communes de Wallonie. Des délais adéquats doivent être laissés afin que la concertation remplisse pleinement son rôle.
2. Le **renforcement de la gouvernance des pouvoirs locaux** eux-mêmes implique de mettre en place un véritable **partenariat fort et structuré entre les pouvoirs locaux et la Communauté germanophone**. Dans toutes les matières de gestion locale, singulièrement dans les matières récemment transférées à la Communauté, les pouvoirs locaux doivent être des partenaires, et non des exécutants de la politique communautaire. Pour ce faire, une

coconstruction des stratégies régionales et le partage des ambitions pour la Communauté, dans le respect de l'autonomie communale, doivent être de mise.

3. La **garantie des moyens et ressources nécessaires** à l'exercice des missions et responsabilités des pouvoirs locaux implique :
  - a. **la garantie de neutralité financière des décisions des autres niveaux de pouvoir**, chaque décision, chaque réforme, devant faire l'objet d'une évaluation claire et préalable de ses coûts pour les pouvoirs locaux et d'une compensation, intégrale et dynamique, de ces derniers ; toutes les réformes décidées jusqu'alors doivent être assumées financièrement par les niveaux de pouvoir concernés. La neutralité financière des décisions des autres niveaux de pouvoir est un principe politique largement admis et inscrit dans la Charte européenne de l'autonomie locale, adoptée par le Conseil de l'Europe, et à laquelle la Belgique a souscrit ;
  - b. **la suffisance, dynamique, des moyens** mis à disposition par les différents niveaux de pouvoir dans le cadre de leurs compétences respectives, à la hauteur des enjeux et besoins, dans un cadre dynamique, tenant compte notamment de l'inflation et singulièrement le maintien de l'indexation majorée du Fonds des communes ;
  - c. **une amélioration substantielle de la gouvernance des modes de financement**, en particulier des investissements, préférant les lignes de droit de tirage à la mise en place d'appels à projets;
  - d. **un cadre réglementaire et financier permettant d'assurer aux pouvoirs locaux qu'ils puissent disposer du personnel, compétent et motivé, nécessaire à l'exercice de leurs missions et responsabilités** ; en ce sens, la fonction publique locale doit faire l'objet d'une réforme en profondeur assurant à la fois la soutenabilité financière, à long terme, pour les employeurs locaux, de la charge financière de leur personnel, et l'émergence d'un management plus dynamique permettant d'attirer, de cultiver, de développer et de conserver les talents.

## TABLE DES MATIERES

<b>SYNTHÈSE</b>	<b>1</b>
<b>1. GOUVERNANCE</b>	<b>4</b>
1.1 Concertation en amont avec les communes et l'UVCW	4
1.2 Assurer la stabilité législative	5
1.3 Facilitation de la mise en œuvre des réformes par les pouvoirs locaux	5
1.4 liens entre la communauté germanophone et la région wallonne	5
<b>2. FINANCES</b>	<b>6</b>
2.1 Fonds des communes	6
2.2 Réforme de comptabilité communale	6
2.3 Droit de tirage	6
<b>3. DEVELOPPEMENT TERRITORIAL ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>	<b>7</b>
3.1 Respecter l'autonomie locale	7
3.2 Opérationnaliser une gestion parcimonieuse du territoire	7
3.3 Prendre les arrêtés d'exécution et clarifier la législation en matière d'aménagement du territoire	8
<b>4. EMPLOI DES LANGUES</b>	<b>8</b>
<b>5. LA FONCTION PUBLIQUE LOCALE</b>	<b>9</b>

## 1. GOUVERNANCE

### 1.1 CONCERTATION EN AMONT AVEC LES COMMUNES ET L'UVCW

L'Union des Villes et Communes de Wallonie demande à la Communauté germanophone de :

#### ***Veiller à la concertation avec les pouvoirs locaux par l'intermédiaire de l'Union des Villes et Communes de Wallonie***

La Communauté germanophone concerte la réglementation avec l'Union des Villes et Communes de Wallonie, le plus en amont possible, afin qu'une législation « co-construite » permette aux communes d'assurer une gestion efficiente de leurs missions au service des citoyens.

En effet, dans le cadre d'un partenariat fort entre les villes et communes germanophones, les autorités communales jouent un rôle moteur, essentiel, dans l'organisation, la mise en œuvre et/ou la coordination des missions transférées à la Communauté. ***Pour être efficace, et constructive, cette concertation nécessite d'être développée en amont.*** Dans ce cadre, les pouvoirs locaux ne sont pas des exécutants des politiques régionales mais des partenaires de leur mise en œuvre. Pour ce faire, une co-construction des stratégies régionales et le partage des ambitions pour la Communauté, dans le respect de l'autonomie communale, doivent être de mise.

Afin de garantir au mieux cette prise en compte des pouvoirs locaux dans les projets de la Communauté, il nous paraît indiqué qu'à l'instar de la Région wallonne, la Communauté germanophone ***continue à développer et mettre en œuvre une véritable fonction consultative institutionnalisée avec l'Union des Villes et Communes de Wallonie***, sur les textes de ses avant-projets d'arrêtés, de circulaires et de décrets impactant les finances, l'autonomie ou la gouvernance des pouvoirs locaux.

A cet égard, la concertation directe avec les villes et communes doit s'accompagner d'une sollicitation de l'Union des Villes et Communes de Wallonie pour toutes les politiques visées par la convention passée entre la Communauté et cette dernière et organisée ***sur la base de délais permettant une véritable instruction des sollicitations de la Communauté***. La mise à disposition de documents utiles et didactiques est en outre à cet égard nécessaire, l'Administration de la Communauté germanophone devant transmettre pour avis, les textes adoptés par le Gouvernement en première lecture, l'Union des Villes et Communes de Wallonie organisant l'instruction du dossier avec ses membres entre sa transmission et son examen de dernière lecture par le Gouvernement, afin de rendre un avis éclairé et de prendre les décisions les plus en phase avec les réalités de terrain.

Cette procédure formelle de concertation doit bien entendu s'entendre sans préjudice de la possibilité de concertations et consultations avec le Gouvernement ou son Administration en amont de leurs avant-projets.

#### **Aider les villes et communes dans l'exercice de leurs compétences**

La Communauté germanophone aide les communes à mener à bien l'exercice de leurs missions, notamment celles exercées en déconcentration de la Communauté ou en exécution de l'exercice de ses compétences. Dans ce cadre, la Communauté veille à distinguer au mieux ses différents rôles lors de ses contacts avec les Villes et les Communes notamment lorsqu'elle agit soit en qualité de conseiller des communes soit en exercice de sa tutelle. La Communauté privilégie dans ce cadre l'aide en amont aux pouvoirs locaux. Les administrations sont orientées solutions dans leurs missions d'aides aux communes.

En outre, il importe que la Communauté germanophone et ses services œuvrent dans le champ de compétences qui sont les leurs. A cet égard, si la proactivité de la Communauté germanophone dans ses démarches participatives peut être positivement soulignée, ces démarches doivent rester dans le scope de compétences de la Communauté. De la même manière, l'aide de l'Ombudsman

de la Communauté germanophone est précieuse. Ce travail doit néanmoins rester dans les compétences exclusives de la Communauté sans empiéter sur d'autres compétences. Une concertation avec les communes serait nécessaire pour toute réponse que donnerait l'ombudsman et qui concernerait les communes.

## **1.2 ASSURER LA STABILITE LEGISLATIVE**

Le législateur privilégie toujours des dispositions-cadres qui laissent aux acteurs de terrain la plus large marge de mise en œuvre possible, afin de leur permettre, en toute agilité, d'implémenter les mesures avec efficacité et de rencontrer les besoins du terrain plus adéquatement. Dans le respect des nécessaires solidarités, les autorités locales disposent d'un espace effectif de décision autonome et responsable.

La Communauté veillera à assurer une sécurité juridique en adoptant les arrêtés d'exécution adéquats et dans des délais raisonnables.

La Communauté veille à une meilleure lisibilité des textes en vigueur notamment eu égard aux textes wallons encore en application ou non sur le territoire. Elle veille à une cohérence qui vise à faciliter le travail juridique des communes et à une sécurité juridique. A cet égard, elle veillera à une meilleure codification et lisibilité des accords de coopération pris avec d'autres entités.

Le droit de la Communauté germanophone tendant à s'intensifier, la Communauté devra veiller à assurer une ligne cohérente ainsi qu'à développer sa propre doctrine et la jurisprudence en la matière afin d'éviter les décisions de circonstances. Elle veillera à mettre en œuvre une capacité d'interprétation de ses textes afin d'assurer une stabilité et une sécurité juridique.

De plus, le temps nécessaire à l'assimilation de ces nouvelles réformes devra être instauré. Les outils nécessaires tels que des modèles devront également être adoptés et communiquer dans les temps utiles.

## **1.3 FACILITATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES REFORMES PAR LES POUVOIRS LOCAUX**

Les particularités du territoire de la Communauté font qu'une réelle proximité existe entre tous les acteurs, tant dans les communes que dans les diverses administrations et instances officielles telles que le Parlement et le Gouvernement. Cependant, cette proximité – qui est un atout non négligeable - nécessite d'être mieux balisée afin de rester un atout de l'organisation du territoire.

Dans ce cadre, la Communauté veillera à laisser un temps suffisant entre l'adoption d'un décret et son entrée en vigueur, et ce dans le but de permettre une bonne appréhension des nouveautés au personnel communal. Elle veillera également à une bonne communication et information vers les communes des nouveautés législatives encourues par les nouveaux textes qu'elle adopte, et ce précédemment à leur entrée en vigueur, au besoin avec l'appui de l'Union des Villes et Communes de Wallonie.

## **1.4 LIENS ENTRE LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE ET LA REGION WALLONNE**

Afin de simplifier le travail des administrations communales, la Communauté germanophone doit pouvoir assurer un dialogue efficace avec la Wallonie dans les matières régionales et assurer une bonne articulation entre le travail local et l'application des cadres communautaire et régional. De même, les territoires limitrophes à la Communauté germanophone doivent entrer dans une dynamique de dialogue similaire.

Ainsi, la question de la traduction des documents régionaux est cruciale. La traduction du règlement général sur les bâtisses en site rural (RGBSR) n'est par exemple pas disponible. Dès lors, la Communauté germanophone veille auprès de la Wallonie à faire traduire de manière systématique les documents législatifs en vigueur sur les deux territoires.

En matière de logement, il existe un manque de personnel bilingue et qualifié afin de procéder aux enquêtes de salubrité. Les formulaires ad hoc sont rédigés en français et plusieurs mois sont parfois nécessaires afin d'obtenir des traductions. Il faudrait donc veiller à une meilleure collaboration entre les services afin que ces procédures ne soient pas ralenties.

## 2. FINANCES

### 2.1 FONDS DES COMMUNES

L'Union des Villes et Communes de Wallonie demande la garantie de l'évolution du Fonds des communes sur la base de l'indexation +1%.

La Communauté devra s'assurer que les Fonds transmis par la Wallonie à la Communauté pour l'alimentation du Fonds des Communes soient intégralement versés aux communes, selon la méthode d'indexation consacrée en Wallonie.

En parallèle de ce Fonds, l'Union des Villes et communes de Wallonie préconise la mise en place d'un deuxième Fonds, qui aurait vocation à corriger et prendre en compte les paramètres territoriaux et sociaux liés à une densité et une attractivité relative forte, qui ne sont pas pris en compte dans le Fonds existant.

Toute politique décidée par la Communauté doit respecter la neutralité budgétaire. Elle assure **la garantie de neutralité financière des décisions des autres niveaux de pouvoir**, chaque décision, chaque réforme, devant faire l'objet d'une évaluation claire et préalable de ses coûts pour les pouvoirs locaux et d'une compensation, intégrale et dynamique, de ces derniers ; toutes les réformes décidées jusqu'alors doivent être assumées financièrement par les niveaux de pouvoir concernés. De plus, l'évaluation de l'impact financier et administratif des politiques menées par la Communauté, au niveau gouvernemental, devra être intégrée dans le processus d'élaboration des projets de décret, arrêtés et circulaires.

### 2.2 REFORME DE COMPTABILITE COMMUNALE

Depuis 2020, la Communauté germanophone a mis en place un projet pilote dans différentes communes de la Communauté afin d'instaurer un nouveau logiciel comptable. Ce nouveau logiciel ne semble pas adapté aux réalités des communes concernant leur comptabilité.

Par ailleurs l'utilisation de deux systèmes comptables différents au sein d'un même territoire pose question. Beaucoup de communes ne savent pas si et quand elles devront utiliser exclusivement ce nouveau système, les délais de décision étant sans cesse rallongés et reportés.

La Communauté clarifie rapidement la temporalité de l'utilisation de ce régime différencié de système comptable et résout les différentes difficultés liées à son application.

### 2.3 DROIT DE TIRAGE

Le **droit de tirage** est un principe qui consiste à accorder pour une période déterminée à chaque commune une « dotation » dans laquelle cette dernière peut puiser pour réaliser certains types d'investissements. Le montant de cette dernière est calculé sur la base de critères préétablis et objectifs, repris dans la législation qui précise également le type d'investissement entrant en ligne de compte.

Selon ce système, les communes bénéficient ainsi chaque année d'un certain montant financier connu à l'avance et qui leur permet de réaliser des investissements dans un champ d'action déterminé, leur laissant davantage d'autonomie pour arbitrer entre les investissements qui leur paraissent les plus judicieux.

La Communauté veillera à privilégier le droit de tirage comme moyen de financement.

Les montants alloués à ces dotations doivent bien entendu être suffisamment élevés, à la hauteur des enjeux et besoins auxquels les pouvoirs locaux font face, et ce de manière dynamique, en assurant ad minima une indexation automatique de ces montants.

Ce changement de paradigme occasionnera une simplification administrative et davantage d'efficacité tant pour les pouvoirs locaux que pour l'administration régionale, et de la transparence, de la prévisibilité et plus de capacité opérationnelle pour les communes.

### **3. DEVELOPPEMENT TERRITORIAL ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

Le développement harmonieux du territoire de la Communauté se combine avec une gestion parcimonieuse du sol et des ressources dans une compétence centrale qu'est l'aménagement du territoire. Pierre angulaire de nombre de politiques, l'aménagement du territoire constitue une mission centrale pour les communes.

#### **3.1 RESPECTER L'AUTONOMIE LOCALE**

La Communauté pense au développement territorial dans le **respect du principe de subsidiarité et d'autonomie locale**. La commune, via son bourgmestre, son collègue et son conseil, doit disposer des moyens de faire valoir sa vision du développement territorial local. La confiance communautaire envers le partenaire communal doit continuer et être pérennisée. Dans le respect de ce principe, la Communauté assume les conséquences des mesures qu'elle impose aux communes dans la gestion du territoire.

La Communauté germanophone confirme le soutien aux villes et communes dans l'accomplissement de leurs missions, entre autres en **finançant les compétences communales internes** indispensables à une bonne gestion de la matière, notamment dans la pérennisation des **conseillers en aménagement du territoire (CATU)** et la formation adéquate et pragmatique qui doit leur être donnée. Ce soutien doit être amplifié et proportionné aux ambitions politiques régionales (développement des centralités, des stratégies territoriales (supra)locales, de l'optimisation spatiale, etc.).

En matière de recours envers les différents types d'autorisations relatives aux compétences de l'aménagement du territoire, la Communauté veillera à objectiver autant que possible les procédures, et ce, dans le but de conserver, autant que possible, l'autonomie locale, tout en maintenant son rôle de conseil et son apport dans la traduction de la vision régionale en la matière.

#### **3.2 OPERATIONNALISER UNE GESTION PARCIMONIEUSE DU TERRITOIRE**

La politique communautaire en matière d'aménagement du territoire prend en compte les réalités et diversités territoriales qui existent au sein de la Communauté germanophone et entraînent une gestion différenciée de son territoire. Ces diversités peuvent être prises en compte dans les outils d'aménagement.

La Communauté veille à concrétiser la création d'un outil destiné à planifier l'aménagement du territoire – à l'instar du futur SDT wallon -. Cet outil devra également favoriser l'émergence d'actions partagées par les différents acteurs actifs sur le territoire.

La mise en œuvre du SDT germanophone doit notamment être accompagnée de moyens d'opérationnalisation et d'encadrement suffisants pour permettre aux villes et communes de contribuer pleinement aux objectifs poursuivis par la Communauté.

La Communauté met en œuvre des moyens afin que les villes et communes puissent mettre en place les différents schémas de développement communaux nécessaires à une gestion parcimonieuse du territoire. Elle prend des initiatives pour aider et soutenir ses communes dans ces démarches notamment via des aides tant financières (par ex. coût élevé des études d'incidences) que de mise à disposition de personnel (par ex. problématique de l'emploi des langues dans les bureaux agréés, nombre de personnes qualifiées insuffisant (ingénieurs), etc.).

Dans toutes ses prochaines adaptations législatives, la Communauté veille à une gestion parcimonieuse du territoire notamment en ayant égard aux échéances de limitations de l'artificialisation des terres édictées par l'Europe.

De manière plus globale, L'Union encourage la Communauté germanophone à se doter d'une politique d'aménagement du territoire ambitieuse et à se saisir pleinement de cette nouvelle compétence.

### **3.3 PRENDRE LES ARRETES D'EXECUTION ET CLARIFIER LA LEGISLATION EN MATIERE D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

L'accroissement des compétences destinées à la Communauté germanophone engendre un travail législatif considérable. Particulièrement, les matières relatives à l'aménagement du territoire ont connu de forts bouleversements qui nécessitent de nombreuses clarifications en vue de leur application concrète sur le terrain.

La Communauté germanophone doit donc veiller à prendre toutes les mesures afin d'assurer un cadre juridique propice à la bonne application de ses nouvelles législations. Sont particulièrement visés le mécanisme de caution, la responsabilité en cas d'infraction aux plans « as built », l'interprétation de certains marquages sur les plans, les procédures relatives aux hébergements touristiques, etc.

Par ailleurs, la Communauté veillera à assurer des lignes de conduite cohérentes dans les décisions qu'elle prend. En effet, certaines thématiques telles que le photovoltaïque en zone agricole ou le placement d'habitat léger obtiennent des réponses différentes dans les diverses communes. Une ligne de conduite claire assurerait de la clarté et de la sécurité juridique pour l'ensemble du territoire.

## **4. EMPLOI DES LANGUES**

La législation en matière d'emploi des langues pose des difficultés d'application, notamment dans les communes situées directement à proximité de la frontière linguistique.

Ces difficultés sont particulièrement présentes dans les liens entre l'administration communale et l'Administration de la Communauté germanophone. En effet, l'obligation de traiter les dossiers dans la langue du demandeur mais également à traduire tous les documents en allemand dans ses rapports avec l'administration pose des difficultés aux communes concernées. Ce point est particulièrement contraignant en matière d'aménagement du territoire, de dépôt de permis d'urbanisme, de marchés publics avec divers entrepreneurs, et de remise d'avis de la tutelle.

Un mécanisme de compensation du coût de l'exigence de traduction pour les communes nous semble s'imposer, ou l'organisation et la prise en charge directe des traductions par l'Administration de la Communauté.

## **5. LA FONCTION PUBLIQUE LOCALE**

En matière de fonction publique locale, le manque d'attractivité semble être une difficulté majeure pour de nombreuses communes. Les polarités luxembourgeoise ou allemande, les besoins croissants de personnel dus à l'acquisition de nouvelles compétences mais également les règles d'emploi des langues qui exigent du personnel qualifié bilingue posent des difficultés.

L'Union des Villes et Communes de Wallonie préconise qu'un plan d'action soit mis en place afin de pallier de potentiels futurs manquements dans la fonction publique.

Une réforme en profondeur de la fonction publique locale de manière générale s'avère par ailleurs indispensable pour être en adéquation avec les attentes des travailleurs tout en permettant aux employeurs locaux de remplir leurs obligations à l'égard des citoyens, en palliant sur le long terme l'écueil de l'accroissement exponentiel du coût des pensions du personnel statutaire.

Des mesures cohérentes doivent être prises par les autorités régionales wallonne et communautaire germanophones dans le but d'évoluer vers un système plus performant et viable, dans un contexte où la solidarité fédérale n'est plus à l'ordre du jour.

Il convient en effet d'assurer à la fois la soutenabilité financière, pour les employeurs locaux, de la prise en charge des coûts du personnel et de la facture de ses pensions, et l'émergence d'un management plus dynamique permettant d'attirer et de conserver les talents, sachant que pour maintenir, voire augmenter la performance des agents, il faut reconnaître aux autorités locales la possibilité de prendre des mesures motivant les membres du personnel dont on requiert de plus en plus de compétences et de disponibilité.

Dans le cadre de l'enquête de l'UVCW sur le « blues des élus », 75 % des élus interrogés déplorait le manque de capacité des pouvoirs locaux à attirer et conserver les talents. Des mesures doivent être prises par l'autorité régionale pour encadrer la fonction publique locale avec pour objectif :

- d'attirer et garder un personnel qualifié et performant,
- d'assurer le maintien à jour de ses compétences au long de sa carrière,
- de permettre une plus grande mobilité interne et externe au sein des pouvoirs locaux,
- de garantir l'indépendance de la fonction publique locale, en la préservant des pressions politiques, et la continuité du service public,
- d'inverser durablement la tendance d'explosion des coûts découlant du financement des pensions publiques statutaires.



## MEMORANDUM 2024 DES WALLONISCHEN STÄDTE- UND GEMEINDEVERBANDS FÜR DIE DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT

Der wallonische Städte- und Gemeindeverband hat 2023 im Zuge der Erweiterung der Kompetenzen der Deutschsprachigen Gemeinschaft nach der Übertragung von Kompetenzen der Wallonischen Region an die Gemeinschaft eine spezifische Arbeit zur Vertretung der Städte und Gemeinden der Deutschsprachigen Gemeinschaft bei den Organen der DG und insbesondere mit der Deutschsprachigen Regierung im Rahmen einer neuen strukturierten Zusammenarbeit eingeleitet.

Das Memorandum an die Deutschsprachige Gemeinschaft greift hier die Forderungen der deutschsprachigen Städte und Gemeinden an ihre zukünftige Regierung auf. Und unter den Vorzeichen einer neu begründeten Zusammenarbeit und des gegenseitigen Respekts wünschen sich die lokalen Behörden, dass ihre zukünftige Regierung sich einsetzt! Dies ist ein gewünschtes grundlegendes Prinzip für alle auf die Deutschsprachige Gemeinschaft übertragenen Kompetenzen!

Die Forderungen der Städte und Gemeinden in Bezug auf föderale oder regionale Angelegenheiten sind in unseren anderen Memoranden enthalten.

### ZUSAMMENFASSUNG

Im Vorfeld der Wahlen, die das Jahr 2024 prägen werden, und im Hinblick auf die Verhandlungen über die sich daraus ergebenden Regierungsvereinbarungen möchte der wallonische Städte- und Gemeindeverband eine Reihe von Elementen und Forderungen hervorheben, die die Ansprüche an die künftigen Exekutiv- und Legislativorgane strukturieren.

Im Mittelpunkt der Überlegungen und Forderungen, die wir im Rahmen unserer verschiedenen Memoranden weiterentwickelt haben, möchten wir daher insbesondere unseren Willen hervorheben, **das in der Verfassung garantierte *Prinzip der Subsidiarität und der kommunalen Autonomie zu stärken***.

Dies äußert sich vor allem in (1) einer **Governance der Konzertierung** von Politiken und Reformen mit den lokalen Behörden, deren Würde der anderer Ebenen der Macht gleichkommt, in (2) der **Stärkung der Governance der lokalen Behörden** selbst und in (3) der **Gewährleistung der Mittel und Ressourcen, die sie** zur Wahrnehmung ihrer Aufgaben und Verantwortlichkeiten benötigen.

1. **Die Governance der Konzertierung zwischen gleichberechtigten Ebenen der Macht** setzt voraus, dass bei der Festlegung von Reformen und Politiken, die die lokalen Behörden betreffen und sich auf ihre Organisation oder ihre Ressourcen und Ausgaben auswirken, die Mechanismen der beratenden Funktion auf alle Ebenen der Macht ausgeweitet werden, und zwar über effektive Konsultationsmechanismen und Dynamiken der Ko-Konstruktion, die im Vorfeld der Projekte über ihren repräsentativen Verband durchgeführt werden. Die Deutschsprachige Gemeinschaft, eine Gemeinschaft mit wachsenden Befugnissen, muss ihre beratende Funktion weiter strukturieren und die Dynamik des Zuhörens und der Konzertierung mit den lokalen Behörden über den wallonischen Städte- und Gemeindeverband fortsetzen. Es müssen angemessene Fristen eingeräumt werden, um eine echte und effektive Konzertierung zu ermöglichen.
2. Die **Stärkung der Governance der lokalen Behörden** selbst bedeutet, dass eine **starke und strukturierte Partnerschaft zwischen den lokalen Behörden und der Deutschsprachigen Gemeinschaft aufgebaut werden muss**. In allen Bereichen der

lokalen Verwaltung, insbesondere in den Bereichen, die erst kürzlich auf die Gemeinschaft übertragen wurden, müssen die lokalen Behörden Partner und nicht Ausführende der Gemeinschaftspolitik sein. Um dies zu erreichen, müssen die regionalen Strategien gemeinsam erarbeitet und die Ambitionen der Gemeinschaft unter Wahrung der kommunalen Autonomie geteilt werden.

3. Die **Gewährleistung der Mittel und Ressourcen, die** für die Wahrnehmung der Aufgaben und Verantwortlichkeiten der lokalen Behörden **erforderlich sind**, beinhaltet :
  - a. **die Garantie der finanziellen Neutralität der Entscheidungen der anderen Verwaltungsebenen**, wobei jede Entscheidung, jede Reform Gegenstand einer klaren und vorherigen Bewertung ihrer Kosten für die lokalen Behörden und eines vollständigen und dynamischen Ausgleichs dieser Kosten sein muss; Alle bisher beschlossenen Reformen müssen von den betroffenen Verwaltungsebenen finanziell übernommen werden. Die finanzielle Neutralität der Entscheidungen der anderen Verwaltungsebenen ist ein weithin anerkanntes politisches Prinzip und in der vom Europarat verabschiedeten Europäischen Charta der kommunalen Selbstverwaltung verankert, die auch von Belgien unterzeichnet wurde;
  - b. **die (dynamische) Angemessenheit der Mittel**, die von den verschiedenen Verwaltungsebenen im Rahmen ihrer jeweiligen Zuständigkeiten zur Verfügung gestellt werden, um den Herausforderungen und Bedürfnissen gerecht zu werden, in einem dynamischen Rahmen, der insbesondere die Inflation und ganz besonders die Beibehaltung der erhöhten Indexierung des Gemeindefonds berücksichtigt;
  - c. **eine wesentliche Verbesserung der Governance der Finanzierungsmethoden**, insbesondere der Investitionen, wobei Ziehungsrechte der Einführung von Projektaufufen vorgezogen werden sollten;
  - d. **einen gesetzlichen und finanziellen Rahmen, der sicherstellt, dass die lokalen Behörden über kompetentes und motiviertes Personal verfügen, das sie zur Wahrnehmung ihrer Aufgaben und Verantwortlichkeiten benötigen**; In diesem Sinne muss der öffentliche Dienst auf lokaler Ebene einer tiefgreifenden Reform unterzogen werden, die sowohl die langfristige finanzielle Tragfähigkeit der Personalkosten für die lokalen Arbeitgeber als auch die Entstehung eines dynamischeren Managements sicherstellt, das Talente anzieht, fördert, entwickelt und hält.

## **INHALTSVERZEICHNIS**

<b>ZUSAMMENFASSUNG</b>	<b>10</b>
<b>1. GOVERNANCE</b>	<b>13</b>
1.1 Frühzeitige Konzertierung mit den Gemeinden und dem wallonischen Städte- und Gemeindeverband	13
1.2 Gewährleistung der Stabilität der Gesetzgebung	14
1.3 Erleichterung der Umsetzung von Reformen durch lokale Behörden	14
1.4 Verbindungen zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Wallonischen Region	15
<b>2. FINANZEN</b>	<b>15</b>
2.1 Gemeindefonds	15
2.2 Reform deR Gemeindebuchführung	15
2.3 Ziehungsrecht	16
<b>3. RÄUMLICHE ENTWICKLUNG UND RAUMORDNUNG</b>	<b>16</b>
3.1 Die Lokale Autonomie respektieren	16
3.2 Operationalisierung einer sparsamen Flächennutzung	17
3.3 Verabschiedung von Ausführungserlassen und Präzisierung der Raumordnungsgesetzgebung	17
<b>4. SPRACHENGEBRAUCH</b>	<b>18</b>
<b>5. DER LOKALE ÖFFENTLICHE DIENST</b>	<b>18</b>

## 1. GOVERNANCE

### 1.1 FRÜHZEITIGE KONZERTIERUNG MIT DEN GEMEINDEN UND DEM WALLONISCHEN STÄDTE- UND GEMEINDEVERBAND

Der wallonische Städte- und Gemeindeverband fordert die Deutschsprachige Gemeinschaft auf, :

- **Die Konzertierung mit den lokalen Behörden über den wallonischen Städte- und Gemeindeverband sicherzustellen**

Die Deutschsprachige Gemeinschaft stimmt die Gesetzgebung so früh wie möglich mit dem wallonischen Städte- und Gemeindeverband ab, damit eine „gemeinsam geschaffene“ Gesetzgebung es den Gemeinden ermöglicht, ihre Aufgaben im Dienste der Bürger effizient zu erfüllen.

Im Rahmen einer starken Partnerschaft zwischen den deutschsprachigen Städten und Gemeinden spielen die kommunalen Behörden nämlich eine wesentliche, treibende Rolle bei der Organisation, Umsetzung und/oder Koordinierung der auf die Gemeinschaft übertragenen Aufgaben. **Um effizient und konstruktiv zu sein, muss diese Konzertierung bereits im Vorfeld entwickelt werden.** In diesem Rahmen sind die lokalen Behörden nicht einfach Ausführende der Regionalpolitik, sondern Partner bei deren Umsetzung. Zu diesem Zweck müssen eine gemeinsame Entwicklung der regionalen Strategien und das Teilen der Ambitionen für die Gemeinschaft unter Wahrung der kommunalen Autonomie zum Tragen kommen.

Um diese Berücksichtigung der lokalen Behörden in den Projekten der Gemeinschaft bestmöglich zu gewährleisten, erscheint es uns angebracht, dass die Deutschsprachige Gemeinschaft nach dem Vorbild der Wallonischen Region **weiterhin eine echte, mit dem wallonischen Städte- und Gemeindeverband institutionalisierte beratende Funktion** zu den Texten ihrer Vorentwürfe von Erlassen, Rundschreiben und Dekreten, die sich auf die Finanzen, die Autonomie oder die Governance der lokalen Behörden auswirken, **entwickelt und umsetzt.**

In dieser Hinsicht muss die direkte Abstimmung mit den Städten und Gemeinden mit einer Anfrage an den wallonischen Städte- und Gemeindeverband für alle Politikbereiche einhergehen, die in der Vereinbarung zwischen der Gemeinschaft und dem wallonischen Städte- und Gemeindeverband aufgeführt sind, und **auf der Grundlage von Fristen** organisiert werden, die **eine echte Bearbeitung der Anfragen der Gemeinschaft ermöglichen.** Die Bereitstellung von nützlichen und didaktischen Dokumenten ist in diesem Zusammenhang außerdem notwendig. Die Verwaltung der Deutschsprachigen Gemeinschaft muss die von der Regierung in erster Lesung verabschiedeten Texte zur Stellungnahme weiterleiten, während der wallonische Städte- und Gemeindeverband die Bearbeitung des Dossiers mit seinen Mitgliedern zwischen seiner Weiterleitung und seiner Prüfung in letzter Lesung durch die Regierung organisiert, um eine fundierte Stellungnahme abzugeben und Entscheidungen zu treffen, die den Realitäten vor Ort am besten entsprechen.

Dieses formelle Konzertierungsverfahren ist natürlich unbeschadet der Möglichkeit von Konzertierungen und Konsultationen mit der Regierung oder ihrer Verwaltung im Vorfeld ihrer Vorentwürfe zu verstehen.

- **Die Städte und Gemeinden bei der Ausübung ihrer Kompetenzen zu unterstützen**

Die Deutschsprachige Gemeinschaft unterstützt die Gemeinden bei der erfolgreichen Ausübung ihrer Aufgaben, insbesondere derjenigen, die von der Gemeinschaft ausgelagert sind oder in Ausführung ihrer Befugnisse ausgeübt werden. In diesem Rahmen achtet die Gemeinschaft bei ihren Kontakten mit den Städten und Gemeinden darauf, ihre verschiedenen Rollen so gut wie möglich zu unterscheiden, insbesondere wenn sie entweder als Beraterin der Gemeinden oder in

Ausübung ihrer Aufsichtsfunktion handelt. Die Gemeinschaft bevorzugt in diesem Rahmen die Unterstützung der Kommunalbehörden im Vorfeld. Die Verwaltungen werden bei ihren Aufgaben zur Unterstützung der Gemeinden lösungsorientiert eingesetzt.

Darüber hinaus ist es wichtig, dass die Deutschsprachige Gemeinschaft und ihre Dienststellen in ihrem Zuständigkeitsbereich handeln. In dieser Hinsicht ist die Proaktivität der Deutschsprachigen Gemeinschaft bei ihren partizipativen Maßnahmen zwar positiv hervorzuheben, doch müssen diese Maßnahmen innerhalb des Zuständigkeitsbereichs der Gemeinschaft bleiben. In ähnlicher Weise ist die Unterstützung durch den Ombudsmann der Deutschsprachigen Gemeinschaft wertvoll. Diese Arbeit muss jedoch innerhalb der ausschließlichen Kompetenzen der Gemeinschaft bleiben, ohne sich mit anderen Kompetenzen zu überschneiden. Eine Abstimmung mit den Gemeinden wäre bei allen Antworten, die der Ombudsmann gibt und die die Gemeinden betreffen, erforderlich.

## **1.2 GEWÄHRLEISTUNG DER STABILITÄT DER GESETZGEBUNG**

Der Gesetzgeber bevorzugt stets Rahmenbestimmungen, die den Akteuren vor Ort einen möglichst großen Umsetzungsspielraum lassen, damit diese agil und effizient die Maßnahmen umsetzen und den Bedürfnissen vor Ort angemessener begegnen können. Unter Wahrung der notwendigen Solidarität verfügen die lokalen Behörden über einen effektiven Raum für autonome und verantwortliche Entscheidungen.

Die Gemeinschaft wird für Rechtssicherheit sorgen, indem sie angemessene Ausführungserlasse innerhalb einer angemessenen Frist verabschiedet.

Die Gemeinschaft sorgt für eine bessere Lesbarkeit der geltenden Texte, insbesondere im Hinblick auf die wallonischen Texte, die auf dem Gebiet noch gelten oder nicht gelten. Sie achtet auf eine Kohärenz, die darauf abzielt, die juristische Arbeit der Gemeinden zu erleichtern, und auf Rechtssicherheit. In diesem Zusammenhang wird sie auf eine bessere Kodifizierung und Lesbarkeit der mit anderen Körperschaften geschlossenen Zusammenarbeitsabkommen achten.

Da sich das Recht der Deutschsprachigen Gemeinschaft tendenziell intensiviert, muss die Gemeinschaft für eine kohärente Linie sorgen und ihre eigene Doktrin und Rechtsprechung in diesem Bereich entwickeln, um Umstandsentscheidungen zu vermeiden. Sie wird dafür Sorge tragen, dass sie die Fähigkeit zur Interpretation ihrer Texte entwickelt, um Stabilität und Rechtssicherheit zu gewährleisten.

Außerdem muss genügend Zeit zur Verfügung gestellt werden, um die neuen Reformen zu verinnerlichen. Die notwendigen Instrumente, wie z. B. Vorlagen, müssen ebenfalls eingeführt und rechtzeitig kommuniziert werden.

## **1.3 ERLEICHTERUNG DER UMSETZUNG VON REFORMEN DURCH LOKALE BEHÖRDEN**

Aufgrund der Besonderheiten des Gebiets der Gemeinschaft besteht eine echte Nähe zwischen allen Akteuren, sowohl in den Gemeinden als auch in den verschiedenen Verwaltungen und offiziellen Instanzen wie dem Parlament und der Regierung. Allerdings muss diese Nähe - die ein nicht zu unterschätzender Vorteil ist - besser abgegrenzt werden, damit sie ein Trumpf der Organisation des Gebiets bleibt.

In diesem Rahmen wird die Gemeinschaft darauf achten, dass zwischen der Verabschiedung eines Dekrets und seinem Inkrafttreten genügend Zeit verstreicht, damit das Gemeindepersonal die Neuerungen gut verinnerlichen kann. Die Gemeinschaft sorgt auch für eine gute Kommunikation und Information der Gemeinden über die gesetzlichen Neuerungen, die sich aus den von ihr verabschiedeten neuen Texten ergeben, und zwar vor deren Inkrafttreten, gegebenenfalls mit Unterstützung des wallonischen Städte- und Gemeindeverbands.

## **1.4 VERBINDUNGEN ZWISCHEN DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT UND DER WALLONISCHEN REGION**

Um die Arbeit der Gemeindeverwaltungen zu vereinfachen, muss die Deutschsprachige Gemeinschaft in der Lage sein, einen effizienten Dialog mit der Wallonie in regionalen Angelegenheiten zu führen und eine gute Verzahnung zwischen der lokalen Arbeit und der Anwendung des gemeinschaftlichen und regionalen Rahmens zu gewährleisten.

So ist die Frage der Übersetzung regionaler Dokumente von entscheidender Bedeutung. Beispielsweise ist die Übersetzung der Allgemeinen Bauordnung für ländliche Gegenden (RGSB) nicht verfügbar. Die Deutschsprachige Gemeinschaft setzt sich daher bei der Wallonie dafür ein, dass die in beiden Gebieten geltenden Gesetzesdokumente systematisch übersetzt werden.

Im Bereich Wohnungswesen gibt es einen Mangel an zweisprachigem und qualifiziertem Personal, um Untersuchungen bezüglich der gesundheitlichen Zuträglichkeit durchzuführen. Die dazu bestimmten Formulare werden auf Französisch verfasst und es kann mehrere Monate dauern, bis Übersetzungen vorliegen. Es sollte daher für eine bessere Zusammenarbeit zwischen den Dienststellen gesorgt werden, damit diese Verfahren nicht verzögert werden.

## **2. FINANZEN**

### **2.1 GEMEINDEFONDS**

Der Wallonische Städte- und Gemeindeverband fordert die Garantie der Weiterentwicklung des Gemeindefonds auf der Grundlage der Indexierung +1%.

Die Gemeinschaft muss sicherstellen, dass die Gelder, die von der Wallonie an die Gemeinschaft zur Speisung des Gemeindefonds weitergeleitet werden, gemäß der in der Wallonie üblichen Indexierungsmethode vollständig an die Gemeinden ausgezahlt werden.

Parallel zu diesem Fonds befürwortet der wallonische Städte- und Gemeindeverband die Einrichtung eines zweiten Fonds, der die Aufgabe hätte, die territorialen und sozialen Parameter zu korrigieren und zu berücksichtigen, die mit einer hohen Dichte und relativen Attraktivität verbunden sind und die im bestehenden Fonds nicht berücksichtigt werden.

Jede von der Gemeinschaft beschlossene Politik muss die Haushaltsneutralität wahren. Sie gewährleistet die **Garantie der Finanzneutralität der Entscheidungen der anderen Regierungsebenen**, wobei jede Entscheidung, jede Reform, Gegenstand einer klaren und vorherigen Bewertung ihrer Kosten für die lokalen Behörden und eines vollständigen und dynamischen Ausgleichs für diese sein muss; Alle bisher beschlossenen Reformen müssen von den betroffenen Regierungsebenen finanziell getragen werden. Darüber hinaus muss die Bewertung der finanziellen und administrativen Auswirkungen der von der Gemeinschaft betriebenen Politik auf Regierungsebene in den Prozess der Ausarbeitung von Dekret-, Erlass- und Rundschreibenentwürfen einbezogen werden.

### **2.2 REFORM DER GEMEINDEBUCHFÜHRUNG**

Seit 2020 hat die Deutschsprachige Gemeinschaft in verschiedenen Gemeinden der Gemeinschaft ein Pilotprojekt eingeführt, um eine neue Buchhaltungssoftware einzuführen. Diese neue Software scheint den Realitäten der Gemeinden in Bezug auf ihre Buchhaltung nicht gerecht zu werden.

Darüber hinaus wirft die Verwendung von zwei verschiedenen Buchhaltungssystemen innerhalb eines Gebiets Fragen auf. Viele Gemeinden wissen nicht, ob und wann sie ausschließlich das neue

System verwenden müssen, da die Entscheidungsfristen immer wieder verlängert und verschoben werden.

Die Gemeinschaft klärt rasch den zeitlichen Rahmen für die Nutzung dieser differenzierten Regelung des Buchführungssystems und löst die verschiedenen Schwierigkeiten, die mit ihrer Anwendung verbunden sind.

### **2.3 ZIEHUNGSRECHT**

Das **Ziehungsrecht** ist ein Prinzip, bei dem jeder Gemeinde für einen bestimmten Zeitraum eine "Zuweisung" gewährt wird, die sie für bestimmte Investitionen nutzen kann. Die Höhe dieses Betrags wird auf der Grundlage vorher festgelegter und objektiver Kriterien berechnet, die in der Gesetzgebung enthalten sind, die auch die Art der in Frage kommenden Investitionen festlegt.

Nach diesem System erhalten die Gemeinden somit jedes Jahr einen bestimmten, im Voraus bekannten finanziellen Betrag, der es ihnen ermöglicht, Investitionen in einem bestimmten Wirkungsbereich zu tätigen, was ihnen mehr Autonomie bei der Abwägung zwischen den ihnen am sinnvollsten erscheinenden Investitionen lässt.

Die Gemeinschaft wird darauf achten, das Ziehungsrecht als Finanzierungsmittel zu bevorzugen.

Die Beträge für diese Zuweisungen müssen natürlich ausreichend hoch sein und den Herausforderungen und Bedürfnissen entsprechen, denen sich die lokalen Behörden gegenübersehen, und zwar auf dynamische Weise, indem zumindest eine automatische Indexierung dieser Beträge gewährleistet wird.

Dieser Paradigmenwechsel wird zu einer Verwaltungsvereinfachung und mehr Effizienz sowohl für die lokalen als auch für die regionalen Behörden führen und Transparenz, Berechenbarkeit und mehr Handlungsfähigkeit für die Gemeinden schaffen.

## **3. RÄUMLICHE ENTWICKLUNG UND RAUMORDNUNG**

Auf Ebene der Kernkompetenz der Raumordnung wird die harmonische Entwicklung des Gemeinschaftsgebiets mit einem sparsamen Umgang mit Boden und Ressourcen kombiniert. Als Eckpfeiler vieler Politikbereiche ist die Raumordnung eine zentrale Aufgabe der Gemeinden.

### **3.1 DIE LOKALE AUTONOMIE RESPEKTIEREN**

Die Gemeinschaft denkt an die räumliche Entwicklung unter **Beachtung des Subsidiaritätsprinzips und der lokalen Autonomie**. Die Gemeinde muss über ihren Bürgermeister, ihr Kollegium und ihren Rat über die Mittel verfügen, um ihre Vision der lokalen räumlichen Entwicklung umzusetzen. Das gemeinschaftliche Vertrauen in den kommunalen Partner muss fortbestehen und dauerhaft gesichert werden. Im Einklang mit diesem Grundsatz trägt die Gemeinschaft die Konsequenzen der Maßnahmen, die sie den Gemeinden bei der Verwaltung des Gebiets auferlegt.

Die Deutschsprachige Gemeinschaft bestätigt die Unterstützung der Städte und Gemeinden bei der Erfüllung ihrer Aufgaben, unter anderem durch die **Finanzierung der internen kommunalen Kompetenzen**, die für eine gute Verwaltung der Materie unerlässlich sind, insbesondere bei der Verstärkung der **Berater für Raumordnung (CATU)** und der angemessenen und pragmatischen Ausbildung, die ihnen zuteil werden muss. Diese Unterstützung muss ausgeweitet werden und in einem angemessenen Verhältnis zu den regionalpolitischen Ambitionen stehen (Entwicklung von Zentralitäten, (über-)lokale Raumstrategien, räumlicher Optimierung usw.).

Bei der Einlegung von Rechtsmitteln gegen die verschiedenen Arten von Genehmigungen im Zusammenhang mit der Raumordnung wird die Gemeinschaft darauf achten, die Verfahren so weit wie möglich zu objektivieren, um die lokale Autonomie so weit wie möglich zu erhalten, wobei sie ihre Beratungsfunktion und ihren Beitrag zur Umsetzung der regionalen Vision in diesem Bereich beibehält.

### **3.2 OPERATIONALISIERUNG EINER SPARSAMEN FLÄCHENNUTZUNG**

Die Raumordnungspolitik der Gemeinschaft berücksichtigt die territorialen Realitäten und Unterschiede innerhalb der Deutschsprachigen Gemeinschaft, die zu einer differenzierten Verwaltung ihres Gebiets führen. Diese Unterschiede können in den Raumordnungsinstrumenten berücksichtigt werden.

Die Gemeinschaft ist bestrebt, die Schaffung eines Instruments zur Planung der Raumordnung - nach dem Vorbild des künftigen wallonischen Raumentwicklungsschemas (RES) - zu konkretisieren. Dieses Instrument soll auch die Entstehung von Aktionen fördern, die von den verschiedenen in dem Gebiet tätigen Akteuren gemeinsam getragen werden.

Die Umsetzung des deutschsprachigen RES muss insbesondere mit ausreichenden Mitteln zur Operationalisierung und Betreuung einhergehen, damit die Städte und Gemeinden in vollem Umfang zu den von der Gemeinschaft verfolgten Zielen beitragen können.

Die Gemeinschaft setzt Mittel ein, damit die Städte und Gemeinden die verschiedenen kommunalen Entwicklungsschemata (KES) umsetzen können, die für eine sparsame Flächennutzung erforderlich sind. Sie ergreift Initiativen, um ihren Gemeinden bei diesen Schritten zu helfen und sie zu unterstützen, insbesondere über Hilfen sowohl finanzieller Art (z.B. hohe Kosten für Umweltverträglichkeitsstudien) als auch durch die Bereitstellung von Personal (z.B. Problematik des Sprachengebrauchs in den zugelassenen Büros, unzureichende Anzahl qualifizierter Personen (Ingenieure) usw.).

Bei allen künftigen Gesetzesanpassungen achtet die Gemeinschaft auf einen sparsamen Umgang mit Flächen, insbesondere im Hinblick auf die von Europa festgelegten Fristen für die Begrenzung der künstlichen Landnutzung.

Ganz allgemein ermutigt der Verband die Deutschsprachige Gemeinschaft, sich eine ehrgeizige Raumordnungspolitik zu geben und diese neue Zuständigkeit voll und ganz wahrzunehmen.

### **3.3 VERABSCHIEDUNG VON AUSFÜHRUNGSERLASSEN UND PRÄZISIERUNG DER RAUMORDNUNGSGESETZGEBUNG**

Der Zuwachs an Kompetenzen für die Deutschsprachige Gemeinschaft führt zu einem erheblichen gesetzgeberischen Aufwand. Vor allem die Raumordnung hat sich stark verändert und bedarf im Hinblick auf ihre konkrete Anwendung vor Ort zahlreicher Klarstellungen.

Die Deutschsprachige Gemeinschaft muss daher alle Maßnahmen ergreifen, um einen rechtlichen Rahmen für die ordnungsgemäße Anwendung ihrer neuen Gesetze zu gewährleisten. Dies gilt insbesondere für den Kautionsmechanismus, die Haftung bei Verstößen gegen "as built"-Pläne, die Auslegung bestimmter Markierungen auf den Plänen, die Verfahren für touristische Unterkünfte usw.

Außerdem wird die Gemeinschaft darauf achten, dass sie bei ihren Entscheidungen einheitliche Richtlinien einhält. Bestimmte Themen wie Photovoltaik im Agrargebiet oder die Platzierung von Leichtbauwohnungen („Tiny houses“) werden in den verschiedenen Gemeinden unterschiedlich beantwortet. Präzise Richtlinien würden für Klarheit und Rechtssicherheit im gesamten Gebiet sorgen.

#### **4. SPRACHENGEBRAUCH**

Die Gesetzgebung zum Sprachengebrauch bereitet vor allem in den Gemeinden, die direkt an der Sprachgrenze liegen, Schwierigkeiten bei der Anwendung.

Diese Schwierigkeiten treten vor allem in den Beziehungen zwischen der Gemeindeverwaltung und der Verwaltung der Deutschsprachigen Gemeinschaft auf. Denn die Verpflichtung, die Akten in der Sprache des Antragstellers zu bearbeiten, aber auch alle Dokumente im Umgang mit der Verwaltung ins Deutsche zu übersetzen, bereitet den betroffenen Gemeinden Schwierigkeiten. Dies ist insbesondere im Bereich der Raumordnung, der Einreichung von Städtebaugenehmigungen, der Vergabe von öffentlichen Aufträgen an verschiedene Unternehmer und der Abgabe von Gutachten der Aufsichtsbehörde belastend.

Ein Mechanismus zum Ausgleich der Kosten, die den Gemeinden durch die Übersetzungspflicht entstehen, scheint uns geboten, oder die Organisation und direkte Übernahme der Übersetzungen durch die Verwaltung der Gemeinschaft.

#### **5. DER LOKALE ÖFFENTLICHE DIENST**

Im Bereich des lokalen öffentlichen Dienstes scheint die mangelnde Attraktivität für viele Gemeinden eine große Schwierigkeit darzustellen. Die luxemburgische oder deutsche Polarität, der steigende Personalbedarf aufgrund des Erwerbs neuer Kompetenzen, aber auch die Regeln für den Sprachengebrauch, die zweisprachiges Fachpersonal erfordern, bereiten Schwierigkeiten.

Der wallonische Städte- und Gemeindeverband empfiehlt die Erstellung eines Aktionsplans, um mögliche künftige Mängel im öffentlichen Dienst zu beheben.

Eine grundlegende Reform des öffentlichen Dienstes auf lokaler Ebene ist unerlässlich, um den Erwartungen der Arbeitnehmer gerecht zu werden und es den lokalen Arbeitgebern zu ermöglichen, ihren Verpflichtungen gegenüber den Bürgern nachzukommen, indem sie langfristig die exponentiell steigenden Kosten für die Pensionen des statutarischen Personals abfedern.

Die wallonischen Regionalbehörden und die Behörden der Deutschsprachigen Gemeinschaft müssen kohärente Maßnahmen ergreifen, um in einem Kontext, in dem die föderale Solidarität nicht mehr auf der Tagesordnung steht, zu einem leistungsfähigeren und tragfähigeren System überzugehen.

Es muss sichergestellt werden, dass die lokalen Arbeitgeber sowohl die Personalkosten als auch die Pensionszahlungen auf Dauer finanzieren können und dass ein dynamischeres Management entsteht, das es ermöglicht, Talente anzuziehen und zu halten, wohlwissend dass, um die Leistung der Mitarbeiter zu erhalten oder sogar zu steigern, den lokalen Behörden die Möglichkeit eingeräumt werden muss, Maßnahmen zu ergreifen, um die Mitarbeiter zu motivieren, von denen immer mehr Kompetenz und Einsatzbereitschaft verlangt werden.

Im Rahmen der Umfrage des wallonischen Städte- und Gemeindeverbands zum "Blues der Volksvertreter" beklagten 75 % der befragten Volksvertreter, dass die Kommunalbehörden nicht in der Lage seien, Talente anzuziehen und zu halten. Die regionale Behörde sollte Maßnahmen zur Begleitung des lokalen öffentlichen Dienstes ergreifen, mit dem Ziel :

- qualifiziertes und leistungsstarkes Personal anzuziehen und zu halten,
- dafür zu sorgen, dass ihre Fähigkeiten während ihrer gesamten Laufbahn auf dem neuesten Stand bleiben,
- eine größere interne und externe Mobilität innerhalb der Kommunalbehörden zu ermöglichen,

- die Unabhängigkeit des lokalen öffentlichen Dienstes zu gewährleisten, ihn vor politischem Druck zu bewahren und die Kontinuität des öffentlichen Dienstes sicherzustellen,
- dafür zu sorgen, dass der Trend der Kostenexplosion, der aus der Finanzierung der gesetzlichen öffentlichen Renten resultiert, dauerhaft umgekehrt wird.